

Les Amis de la Terre
47 avenue Pasteur
93100 Montreuil

Lettre ouverte des Amis de la Terre à Société Générale

Le 13 mars 2018, à Montreuil – Le 26 février 2018, Société Générale publiait sur son site internet [une lettre](#) de réponse aux Amis de la Terre, faisant suite à des échanges entre la banque et l'association sur ses soutiens aux énergies fossiles, en particulier aux charbon, sables bitumineux, forages en Arctique, gaz de schiste et terminaux de gaz naturel liquéfié. Dans cette lettre, elle réagissait notamment au sujet de son soutien au projet d'exportation de gaz de schiste Rio Grande LNG. Nous lui répondons.

Sables bitumineux, la banque néglige les pipelines

Dans sa lettre, Société Générale souligne que sa nouvelle politique concernera les transactions dédiées, comme par exemple les financements de projet, ainsi que « les financements et services de conseil financier aux entreprises majoritairement impliquées dans l'extraction de sables bitumineux ».

- La première limite évidente est que la banque ne prend des engagements que sur l'extraction de sables bitumineux, et ignore donc leur transport, leur transformation ou encore leur exportation, contrairement à BNP Paribas qui a exclu l'intégralité de la chaîne de valeur des sables bitumineux de ses soutiens¹.

Société Générale n'exclut donc pas de soutenir les projets controversés d'oléoducs de sables bitumineux prévus en Amérique du Nord, ni les entreprises qui les portent. Et en l'état, Société Générale restera donc toujours exposée à l'entreprise Enbridge qui développe le TransMountain Pipeline, et à Kinder Morgan qui développe le Line 3 Pipeline – deux entreprises exclues des soutiens de BNP Paribas.

Cet « oubli » de la part de la banque est déplorable car ces nouvelles infrastructures auront pour conséquence la croissance de la production de sables bitumineux en Alberta² et donc l'aggravation des impacts des sables bitumineux sur le climat, les populations et les écosystèmes environnants. Cet « oubli » de la part de la banque est donc aussi totalement incohérent avec l'ambition affichée de ne plus soutenir le secteur en son amont.

Sa politique n'étant pas encore publique, Société Générale peut encore rectifier le tir et exclure de tous ses soutiens les entreprises qui développent de nouveaux projets de sables bitumineux.

¹ BNP Paribas. 2017.

www.group.bnpparibas/en/press-release/bnp-paribas-takes-measures-accelerate-support-energy-transition

² Oil Change International. 2017.

http://priceofoil.org/content/uploads/2017/01/climate_on_the_line_FINAL-OCI.pdf

- Un second risque existe également quant au seuil qui sera choisi par Société Générale pour juger qu'une entreprise est « majoritairement » impliquée dans l'extraction de sables bitumineux. Ce seuil devra être révélé dans la politique que Société Générale déclare vouloir publier dans les prochaines semaines.

Du seuil retenu dépend la qualité de la politique. En octobre 2017, BNP Paribas décidait d'exclure les sociétés impliquées dans l'exploration et la production de sables bitumineux en fonction de leurs parts des réserves détenues. Et la banque retenait le seuil de 30 %, un seuil qui permet de couvrir 70 % des réserves mondiales de sables bitumineux. Société Générale doit *a minima* s'aligner sur ce seuil.

Droits des populations autochtones, Société Générale n'est pas prémunie contre les violations

Société Générale déclare aussi que sa prochaine politique Pétrole et gaz « *reflétera également [ses] nouveaux engagements sur les droits des populations* ».

- Cette déclaration laisse perplexe étant donné le refus de Société Générale d'exclure de ses soutiens les projets gaziers et pétroliers, et en particulier les projets de gazoducs et d'oléoducs comme ceux de sables bitumineux. L'expérience du Dakota Access Pipeline (financé encore une fois par Société Générale) a mis à jour une réalité pendant trop longtemps niée des banques internationales, à savoir que ces projets s'accompagnent trop souvent de violations des droits des populations locales et encore plus de ceux des communautés autochtones.
- *A minima*, Société Générale devra dans sa politique s'engager à respecter le droit des populations au consentement libre, préalable et informé dans toutes ses transactions : cela implique non seulement de conditionner toute participation à des transactions dédiées au respect effectif de ce droit mais aussi d'exclure les entreprises qui ne le respectent pas de tous ses financements et services de conseil financier.

Forages en Arctique, du pétrole et du gaz

Comme pour les sables bitumineux, Société Générale déclare exclure les transactions dédiées ainsi que « les financements et services de conseil financier aux entreprises majoritairement impliquées dans [...] l'extraction de pétrole en Arctique ».

- La première limite évidente est que la banque ne prend des engagements que sur l'extraction de pétrole et non de gaz en Arctique, contrairement à BNP Paribas³.
- Cependant, contrairement à BNP Paribas, Société Générale prend des engagements sur les financements aux entreprises. Attention néanmoins au trompe l'œil car tout dépendra du seuil d'exclusion, celui-ci devant être très bas pour couvrir une partie significative du secteur. Ainsi, en excluant les entreprises dont plus de 50 % des réserves sont en Arctique, Société Générale exclurait 87 entreprises mais qui ne représentent que 5 % des réserves totales de pétrole en Arctique. Un seuil de 5 % d'exposition permettrait lui de couvrir 47 % des réserves

³ BNP Paribas. 2017.

https://group.bnpparibas/uploads/file/rse_politique_sectorielle_petrole_et_gaz_non_conventionnels_19_12_2017_v_standardise.pdf

totales⁴. Pour avoir un impact réel et certain, Société Générale devrait coupler un critère d'exclusion fondé sur la part relative de l'Arctique dans les activités d'une entreprise, 5% maximum donc, à un engagement à ne pas ouvrir de nouveaux projets.

Du gaz naturel oui, mais du gaz de schiste aussi

Société Générale ne parle dans sa lettre de réponse que de gaz naturel et de gaz naturel liquéfié, se gardant bien de préciser que ses soutiens à l'industrie gazière ne se limitent pas aux pratiques conventionnelles.

- Aux Etats-Unis en particulier, la banque participe au développement de la fracturation hydraulique en soutenant les projets de transport et d'exportation de gaz de schiste (gazoducs et terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié). Le terminal Rio Grande LNG en est un exemple, puisqu'il sera alimenté en gaz de schiste produit dans le bassin d'Eagle Ford et dans le bassin permien.
- Le gaz de schiste représente plus de 60 % de la production de gaz outre-Atlantique, il est possible d'affirmer que la majeure partie des projets gaziers soutenus par Société Générale outre-Atlantique sont des projets reposant sur du gaz de schiste. Or, Société Générale aurait participé à l'intégralité des transactions liées à des terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié en Amérique du Nord⁵.
- De même que pour les sables bitumineux, de telles nouvelles infrastructures gonflent la demande de gaz de schiste et catalysent l'extraction en amont⁶. Rappelons que la France a banni le gaz de schiste pour des raisons environnementales et sanitaires que Société Générale serait bien avisée de prendre en compte⁷.

Limiter les fuites de méthane, un engagement bien insuffisant

Société Générale réitère son engagement pris en décembre dernier de travailler à une meilleure gestion des fuites de méthane dans la production et le transport du gaz.

- Cet engagement ne répond absolument pas au premier des impératifs à suivre : laisser la majeure partie des énergies fossiles dans le sol et gérer la fermeture des infrastructures fossiles existantes sur toute la chaîne, de l'extraction à la transformation – conditions majeures au respect de l'objectif de 1,5-2 °C de l'Accord de Paris.

Selon Oil Change International, le carbone contenu dans les seuls gisements de combustibles fossiles actuellement exploités suffit à nous mener au-delà du seuil de réchauffement climatique critique. Même si nous arrêtons dès aujourd'hui d'extraire du charbon, consommer ce pétrole et ce

⁴ D'après des données disponibles auprès des Amis de la Terre.

⁵ NextDecade. 2017.

https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1612720/000121390017004508/f8k050217ex99i_harmonym erger.htm

⁶ EIA. 2014. <https://www.eia.gov/analysis/requests/fe/>

⁷ Scientific American. 2011.

<https://blogs.scientificamerican.com/observations/france-becomes-first-country-to-ban-extraction-of-n atural-gas-by-fracking/>

gaz nous ferait franchir le seuil de + 1,5 °C⁸. En outre, d'après des chercheurs de l'Université d'Oxford, les infrastructures de production d'électricité existantes émettront l'intégralité de notre budget carbone disponible dans un scénario 2 °C⁹.

- En 2014, Robert W. Howarth a mené une revue de la littérature et des meilleures données disponibles sur le sujet¹⁰. Il en conclut que la moyenne des émissions de méthane pour le gaz naturel conventionnel est plutôt à trouver autour de 3,8 %. Même une réévaluation bien moindre que cela ferait bondir l'impact climatique du gaz. Il montre en 2016 qu'en incluant les émissions de méthane, le gaz de schiste comme le gaz naturel conventionnel ont une empreinte carbone supérieure à celle du charbon et du pétrole¹¹. En outre, d'après la NASA, la forte augmentation de la concentration de méthane dans l'atmosphère est majoritairement attribuable à l'industrie du gaz et du pétrole¹².
- Les conséquences des fuites de méthane sont d'autant plus préoccupantes que de récentes recherches suggèrent que le forçage radiatif de ce gaz à effet de serre serait plus important que précédemment évalué. Une étude de chercheurs de l'Université de Reading et du *Center for International Climate and Environmental Research* d'Oslo¹³ défend que le potentiel réchauffant du méthane serait 14 % supérieur au chiffre utilisé par le GIEC dans son rapport de 2013. Selon ce rapport du GIEC, le potentiel réchauffant du méthane est déjà 86 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone sur 20 ans. Il y a donc un réel danger à défendre un taux de fuites de méthane sous-estimé pour justifier le développement d'un secteur fossile.
- En ce qui concerne l'Europe, les projections de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) elles-mêmes ne permettent pas de justifier un développement de nouvelles infrastructures de gaz, puisqu'elles observent une baisse de la demande au cours des prochaines décennies¹⁴. Société Générale soutient pourtant des projets gaziers monumentaux et inutiles, comme le très controversé Trans Adriatic Pipeline (TAP)¹⁵.
- Quelques soient les améliorations voulues par Société Générale, nous n'avons pas de place pour de nouveaux projets gaziers et encore moins pour des infrastructures comme les terminaux de gaz naturel liquéfié qui catalyseraient un développement massif de la filière gaz en amont et en aval. Si Société Générale souhaite investir sur des infrastructures existantes pour limiter les fuites de carbone, très bien, mais investir dans de nouveaux projets, ça non.

Les acteurs financiers commencent à décliner ces impératifs au niveau de leur financement. L'année derrière, non seulement BNP Paribas s'est retirée du marché du gaz nord-américain¹⁶, mais la

⁸ Oil Change International. 2017.

http://priceofoil.org/content/uploads/2016/09/OI_the_skys_limit_2016_FINAL_2.pdf

⁹ Institute for New Economic Thinking. 2016.

<https://www.ineteconomics.org/uploads/papers/2C-Capital-Stock-Working-Paper.pdf>

¹⁰ Energy Science and Engineering. 2014.

https://www.eeb.cornell.edu/howarth/publications/Howarth_2014_ESE_methane_emissions.pdf

¹¹ Voir une revue détaillée de l'impact climatique du méthane ici :

http://www.eeb.cornell.edu/howarth/summaries_CH4.php

¹² NASA. 2018. <https://www.nasa.gov/feature/jpl/nasa-led-study-solves-a-methane-puzzle>

¹³ Geophysical Research Letter. 2018. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/2016GL071930/pdf>

¹⁴ AIE. 2017. <http://www.iea.org/weo2017/>

¹⁵ APA Economics. 2013.

http://en.apa.az/azerbaijan_energy_and_industry/trans-adriatic-pipeline-and-shah-deniz-consortium-members-select-soci-t-g-n-rale-as-financial-advisor.html

¹⁶ En excluant les gaz de schiste et *de facto* toute infrastructure gazière potentiellement liée au gaz de schiste en raison de la prédominance du gaz de schiste outre-Atlantique.

Banque mondiale a aussi annoncé l'arrêt de ses financements à tous les projets d'exploration et d'extraction gazières (et pétrolières)¹⁷. Il est temps pour Société Générale de suivre cette voie.

Les limites des scénarios de l'AIE

Société Générale justifie son positionnement pro gaz en se référant aux scénarios de l'AIE. Mais ces scénarios connaissent des limites qui doivent être considérées par les acteurs financiers.

- La principale lacune de l'AIE est qu'elle sous-estime largement l'impact climatique du gaz, du fait d'une mauvaise prise en compte des fuites de méthane. Elle se fonde sur une moyenne globale de 1,7% de fuites de l'US Environmental Protection Agency (EPA), qui est contestée et fait d'ailleurs actuellement l'objet d'une enquête du Bureau de l'inspecteur général de l'EPA¹⁸. Comme indiqué ci-dessus, d'autres chiffres bien plus élevés sont proposés et corroborés par la recherche existante. Tous soutiennent les dangers de développer massivement de nouveaux projets gaziers et démontrent au contraire l'urgence à diminuer la production et la consommation de gaz afin de tenir l'objectif de 1,5-2°C.
- Les scénarios de l'AIE sont aussi attaqués sur l'importance relative qu'ils attribuent aux énergies fossiles et renouvelables. La contribution des énergies renouvelables à l'approvisionnement énergétique mondial serait sous-estimée par un facteur d'au moins 3 par rapport aux énergies fossiles¹⁹. Cela s'explique en particulier par le fait que l'AIE utilise l'énergie primaire comme mesure de référence. Leurs scénarios sont en conséquence gonflés en faveur des énergies fossiles.
- En outre, ces scénarios reposent sur une autre hypothèse fallacieuse : la possibilité d'une utilisation rapide et élevée des technologies d'émissions négatives (NETs), qui permettraient d'atteindre un niveau 0 d'émissions net de gaz à effet de serre tout en continuant de développer toujours plus de projets fossiles et en repoussant la date à partir de laquelle organiser le déclin du recours aux énergies fossiles. L'AIE suppose entre autres un recours à la capture et stockage du carbone (CCS) dès 2025, un scénario irréaliste. L'Agence repousse d'ailleurs cette date chaque année. Personne n'ignore ce caractère irréaliste des scénarios de l'AIE, et il est criminel de nier cette réalité pour éviter de mettre en oeuvre de réels efforts d'atténuation des changements climatiques.

Rio Grande LNG, un projet qui ne sera jamais compatible avec les engagements sociaux et environnementaux de Société Générale

Dans sa lettre de réponse aux Amis de la Terre, Société Générale défendait particulièrement le rôle clé qu'elle joue, via un mandat de conseil financier, dans le projet de terminal d'exportation de gaz de schiste liquéfié Rio Grande LNG et de double gazoduc Rio Bravo Pipeline, porté par l'entreprise américaine NextDecade au Texas.

¹⁷ World Bank. 2017.

<http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/12/12/world-bank-group-announcements-at-on-e-planet-summit>

¹⁸ Inside Climate News. 2017.

<https://insideclimatenews.org/news/22062017/methane-greenhouse-gas-emissions-epa-estimates-environmental-defense-fund>

¹⁹ Energy Post. 2017.

<http://energypost.eu/iea-underreports-contribution-solar-wind-factor-three-compared-fossil-fuels/>

Les Amis de la Terre France et leurs partenaires ont déjà publié plusieurs rapports sur les risques de ce projet et des trois terminaux prévus dans la vallée du Rio Grande et dont fait partie Rio Grande LNG²⁰. Encore la semaine dernière, nous publions le [rapport](#) « Société Générale, plein gaz sur les fossiles », qui dénonce les soutiens persistants de Société Générale à ce projet et plus généralement à l'exportation de gaz de schiste sous la forme de GNL, notamment à destination de l'Union européenne²¹.

Sans revenir sur l'intégralité des risques du double projet de plus de 20 milliards de dollars Rio Grande LNG et Rio Bravo Pipeline sur le climat, les écosystèmes et les communautés locales, nous répondons ici sur les trois points soulevés par Société Générale dans sa dernière lettre.

- Société Générale explique dans sa lettre que les « communautés locales ont l'opportunité de faire valoir leurs commentaires et préoccupations éventuels sur le Projet » depuis les demandes d'autorisation faites auprès des autorités fédérales par NextDecade en mai 2016, et que l'entreprise conduit en plus « différentes activités d'information des parties prenantes ».

À noter tout d'abord qu'il ne s'agit pas de consultation mais d'information et qu'à aucun moment, il n'est évoqué l'obligation de prendre en compte les avis des populations dans la poursuite – ou l'abandon – du projet.

Les informations dont nous disposons, suite à une mission sur place de deux semaines et grâce à nos échanges étroits avec les communautés locales, sont au contraire extrêmement inquiétantes quant à la volonté réelle de NextDecade d'écouter et respecter les demandes des populations relatives aux deux projets.

Lors d'une réunion publique d'information organisées par les entreprises derrière les trois projets de terminaux de GNL de la vallée du Rio Grande – NextDecade, Texas LNG et Exelon –, des membres non violents de l'organisation *Save RGV From LNG*²² ont été empêchés d'entrer et de pouvoir poser des questions.

NextDecade a récemment engagé un agent chargé de l'information et des relations publiques et une entreprise de marketing pour prêcher les opportunités et bénéfices du projet auprès des habitants d'origine hispanique, et convaincre des populations de plus en plus vocales contre Rio Grande LNG. Rappelons que le terminal méthanier touchera une zone de tourisme et de pêche, notamment utilisée par les résidents de couleur, s'attaquant directement aux moyens de subsistance économiques des membres de la communauté.

²⁰ RAN. *A Bridge To Nowhere*.

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/rainforestactionnetwork/pages/17026/attachments/original/1478634931/LNG_Report_Updated_11.7.pdf?1478634931

RAN. *Rio Grande Valley*.

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/rainforestactionnetwork/pages/17030/attachments/original/1478637835/LNG_Case_Study_RGV_2016vF_11.7.pdf?1478637835

RAN. Les Amis de la Terre. *BNP Paribas exporte le chaos climatique*.

http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/bnp_paribas_vs_communities_climate_v_fr.pdf

Les Amis de la Terre. *Fin de cavale pour les multinationales*.

http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/rapport_multinationales_hd.pdf

²¹ Les Amis de la Terre. *Société Générale, plein gaz sur les fossiles*.

<http://www.amisdelaterre.org/Rapport-Societe-Generale-plein-gaz-sur-les-fossiles.html>

²² Organisation locale « Sauvons la vallée du Rio Grande du gaz naturel liquéfié ».

La communauté locale est en très grande majorité opposée au projet. Si les autorités du port de Brownsville et de l'Etat du Texas sont gagnées par les industriels des énergies fossiles, les autorités locales se sont prononcées publiquement et ont adopté des résolutions contre le projet. Une réunion publique organisée le 8 mars 2018 par la *Texas Commission on Environmental Quality* (TCEQ), agence texane de régulation en charge de l'attribution des permis pour la pollution de l'air, a réuni plus de 200 personnes dont les trois quarts très inquiets ou clairement opposés au projet, la majorité portant des badges, tee-shirts ou pancartes « no LNG ». 44 des commentaires exprimés ont montré des inquiétudes ou des oppositions au permis, contre seulement 4 en faveur des projets de terminaux de gaz naturel liquéfié.

Société Générale ajoute que des activités d'information ont eu lieu « notamment auprès de plusieurs tribus autochtones reconnues par les autorités de l'Etat du Texas ou fédérales ». La tribu Esto'k Gna, la plus ancienne communauté autochtone de la région, n'est pas reconnue par ces autorités et n'a pour l'instant pas été consultée ni même informée par NextDecade. La tribu avait été contactée par l'entreprise Texas LNG qui portait un projet de terminal situé sur le site accolé à celui prévu pour Rio Grande et avait répondu en faisant valoir son opposition au projet. Une réponse laissée sans retour de l'entreprise. Si consultée à l'avenir par NextDecade, les Esto'k Gna feront également remonter leur opposition stricte au double projet Rio Grande LNG et Rio Bravo Pipeline.

- Société Générale réagit à la question des impacts de Rio Grande LNG sur la biodiversité et la valeur culturelle du site en indiquant que « les études préliminaires commanditées par NextDecade montrent que le Projet est situé en dehors de toute zone protégée et qu'aucune espèce figurant sur la liste fédérale des espèces protégées n'a été identifiée sur le terrain. De même, aucun site archéologique ou revêtant une importance culturelle significative n'a été identifié sur le site du Projet ».

Société Générale, qui a rencontré une délégation locale l'année dernière n'ignore pourtant pas que le site est situé au cœur de la réserve de la Laguna Atascosa, qui s'étend de part et d'autre du canal de Brownsville. La [carte](#) des sites prévus pour les terminaux LNG²³ présente de manière très claire que si le terminal était construit, il constituerait un îlot industriel au coeur même d'un refuge naturel intouché.

La pollution et les nuisances ne s'arrêteront bien entendu pas à la frontière du site mais impacteront les écosystèmes alentours et les 8 espèces menacées ou en danger de disparition et menacées, et reconnues comme telles au niveau fédéral²⁴. Sans revenir sur tous les risques pour la biodiversité et en particulier pour ces espèces protégées, citons en exemple l'ocelot dont la migration depuis la vallée du Rio Grande vers le Mexique, où il se reproduit, sera mise en péril par l'industrialisation le long du canal de navigation de Brownsville. Société Générale dispose de cette carte et n'ignore donc pas non plus ce fait.

Quant à la valeur culturelle du site, affirmée par la tribu Esto'k Gna, rappelons que des recherches menées par des archéologues sur le site attendant prévu pour le terminal Texas LNG ont permis la découverte de sites autochtones sacrés. Les deux sites ne pourraient être plus proches et en l'absence de fouille, il est impossible d'affirmer comme le fait Société Générale qu'un tel site ne serait pas détruit au profit de la construction du terminal Rio Grande LNG.

²³ Voir la carte ici :

<https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?mid=1xTbSBZkwBtMHC6-EIZlMrDwNUSk&il=26.028167640616907%2C-97.26984478544932&z=12>

²⁴ Friends of Laguna Atascosa. 2017. <http://www.friendsoflagunaatascosa.org/>

- Les impacts et risques déjà connus du projet suffisent à affirmer qu'il ne pourra pas être rendu compatible avec les obligations de la banque en tant que signataire des Principes de l'Équateur (voir l'étude de compatibilité dans le rapport « Société Générale : plein gaz sur les fossiles ») ni celles liées au respect de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales adoptée en France en 2017.

BNP Paribas, qui jouait un rôle identique de conseiller financier pour le projet similaire – mais 2 fois plus petit – Texas LNG, a reconnu cela et s'est, elle, désengagée de ce projet suite à l'adoption de sa nouvelle politique Pétrole et Gaz en octobre 2017.

Les soutiens de Société Générale aux développeurs de charbon

Sur la charbon, Société Générale répond notamment à une [note](#) des Amis de la Terre de décembre 2017²⁵. Nous montrons dans cette publication que les banques françaises continuent de financer les entreprises qui développent de nouvelles centrales à charbon dans le monde, y compris celles les plus agressives dans ce domaine. Société Générale y apparaît notamment comme la banque française à avoir accordé le plus de prêts à ses entreprises, avec plus de 2,2 milliards de dollars de prêts entre 2014 et septembre 2017, sur plus de 3,1 milliards de financements totaux.

Société Générale conteste ces montants et affirme avoir une exposition plus faible au charbon. Elle fait valoir « qu'une transaction liée à un projet d'énergie renouvelable, ou à destination d'une filiale spécialisée dans le secteur renouvelable, ne sera pas comptabilisée dans [son] suivi comme ayant une composante charbon (a contrario, une transaction au niveau corporate sera affectée dans le suivi de la part charbon du groupe client) ».

- À noter que nous avons la même approche pour les financements de projets. Toute transaction dédiée à autre chose que du charbon ne sera pas comptabilisée dans nos rapports.
- À noter aussi que nous appliquons dans la majorité de nos rapports un ratio pour toutes les transactions corporate, afin de ne compter que la composante charbon de chaque financement.
- Cependant, le dernier rapport portait sur des entreprises avec un profil particulier : il ne s'agissait que des 120 entreprises les plus agressives en termes de développement de nouvelles centrales à charbon. Ici, nous considérons que ces entreprises devraient être exclues de tout soutien financier quelle que soit leur exposition absolue et relative au charbon, puisque leurs projets de construction de nouvelles centrales à charbon démontre l'absence totale de volonté de ses entreprises de transformer leurs activités de manière à s'aligner avec l'objectif de 1,5-2 °C. Nous avons donc compté l'intégralité des financements au niveau corporate, sans appliquer de ratio et comme expliqué sur les documents publics accompagnant le rapport et expliqué directement à la banque.
- En décembre dernier, AXA devenait le premier acteur financier à exclure de son univers d'investissement des entreprises au motif qu'elles développent de nouvelles centrales à

²⁵ Les Amis de la Terre. Noir dessein.

<http://www.amisdelaterre.org/Noir-Dessein-les-banques-francaises-finacent-toujours-plus-de-charbon.html>

charbon²⁶, un engagement suivi depuis par l'assureur italien Generali. La Fédération française de l'assurance prenait aussi acte en décembre 2017 de la volonté de ses membres de ne plus investir dans des entreprises qui n'abandonneraient pas leurs plans de développement de nouvelles centrales à charbon²⁷. En tant que banque ayant une activité assurance, Société Générale devrait aussi s'inscrire dans cette dynamique et revoir sa politique charbon afin d'y inclure une exclusion des développeurs de charbon.

- Avec la [Global Coal Exit List](#)²⁸, qui fournit l'intégralité des noms des développeurs, Société Générale ne peut plus prétendre ignorer les plans de développement de ces clients.

Société Générale devrait publier sa politique Pétrole et Gaz dans les prochaines semaines. Nous nous tenons comme toujours à sa disposition pour répondre à ses questions, notamment sur les projets Rio Grande LNG et Rio Bravo Pipeline. Nous serons très attentifs aux contours de cette politique et ne manquerons pas de réagir. Nous appelons la banque à adopter des critères d'exclusion au moins aussi ambitieux que ceux adoptés par BNP Paribas et nous nous engageons à maintenir la mobilisation lancée en direction de la banque tant que celle-ci ne s'est pas retirée du projet Rio Grande LNG et n'a pas exclu de ses soutiens l'intégralité de la chaîne de valeur du gaz de schiste.

Lorette Philippot / Lucie Pinson
Chargées de campagne Finance privée
Les Amis de la Terre France

²⁶ AXA. 2017.

https://www-axa-com.cdn.axa-contento-118412.eu/www-axa-com%2Fbe07da83-4564-4f66-8633-952e695b5882_climatesummit_detailedannoncements_memo_va_b.pdf

²⁷ Fédération française de l'assurance. 2017.

<https://www.ffa-assurance.fr/content/les-assureurs-annoncent-trois-nouvelles-initiatives-en-faveur-de-la-lutte-contre-le-0>

²⁸ Urgewald. <https://coalexit.org/database-full>